

## LE TEMPS

OPINION ABONNÉ

### La politique agricole suisse est pleine de mauvaises incitations

L'initiative «Pour une eau potable propre» veut réorienter les subventions et les utiliser pour investir dans une agriculture durable, qui produit sans pesticides et à partir de son propre sol, affirme Franziska Herren, auteure de l'initiative



Un fermier asperge ses champs de produits chimiques à Villefranche-de-Lauragais, le 17 avril 2018. — © AFP

Franziska Herren\*

Publié mardi 6 avril 2021 à 09:32  
Modifié mardi 6 avril 2021 à 12:55

En Suisse, l'agriculture a un mandat constitutionnel. Elle est censée approvisionner la population en nourriture tout en préservant les bases essentielles de notre existence et en entretenant le paysage rural.



Franziska Herren. Christian Jaeggi

Les exploitations agricoles reçoivent pour cela des milliards de subventions, qui comptent parmi les plus élevées du monde. En contrepartie, la Constitution stipule que la production doit être «en accord avec la nature et respectueuse de l'environnement et des animaux» et protège l'environnement des dommages causés par l'utilisation excessive de pesticides et d'engrais.

#### La «vérité des coûts» n'existe pas aujourd'hui

En réalité, il ne reste pratiquement rien de ces principes constitutionnels. Au lieu d'être investies dans une agriculture respectueuse de la nature, de l'environnement et des animaux comme promis, les subventions – c'est-à-dire l'argent de nos impôts – sont attribuées à une production alimentaire qui pollue les eaux, nuit à la biodiversité et au climat et contamine notre eau potable. Un million de personnes boivent actuellement en Suisse une eau contenant des résidus de pesticides dépassant la valeur limite autorisée.

Aujourd'hui, la population paie son alimentation trois fois: avec les subventions, en payant le prix d'achat en magasin et en supportant les coûts induits par les dommages causés à l'environnement et à la santé, pas moins de 7,6 milliards de francs par an. La production animale reçoit 82% des subventions, alors que celle-ci est responsable des trois quarts des coûts environnementaux de l'agriculture.

#### Une dépendance envers l'étranger particulièrement néfaste

Pour produire une calorie alimentaire, l'agriculture suisse doit aujourd'hui importer plus de deux calories d'énergie de l'étranger. Si les frontières étaient fermées, le système actuel s'effondrerait en peu de temps. Elle importe 1,2 million de tonnes de fourrage et dépend fortement des pesticides, des médicaments vétérinaires, des semences et des technologies agricoles provenant de l'étranger.

La production animale suisse est devenue une industrie de la viande de moins en moins dépendante du sol. Aujourd'hui, 50% de la viande suisse et 70% des œufs suisses sont produits avec du fourrage importé.

Des entreprises telles que Syngenta et Fenaco craignent de voir diminuer le marché lucratif que l'agriculture suisse représente pour elles. Les seules importations de fourrage leur rapportent 1,5 milliard de francs suisses par an – et la tendance est à la hausse. Pourtant, ces entreprises ne doivent pas payer les dommages qu'elles causent à l'environnement en augmentant la taille des élevages avec le fourrage importé: à cause des excédents de lisier et de fumier, nous devons aujourd'hui oxygéner artificiellement quatre grands lacs du Plateau suisse. Autres conséquences: le surplus d'ammoniac, un gaz azoté toxique nuisant à la biodiversité dans tout le pays, et une eau potable contenant des nitrates cancérigènes à un taux beaucoup trop élevé. Des bactéries résistantes aux antibiotiques parviennent dans nos champs via le fumier et pour finir dans notre chaîne alimentaire, ce qui constitue une menace directe pour notre santé.

### Une solution libérale

L'initiative «Pour une eau potable propre» offre un moyen de sortir de l'impasse de la politique agricole. Elle oriente les subventions vers une production alimentaire durable, sans pesticides et capable de nourrir ses animaux avec du fourrage suisse. En outre, les exploitations agricoles seront soutenues par la recherche, la formation et les aides à l'investissement.

Plusieurs producteurs proposent déjà des produits sans pesticides sans augmenter les prix. Fredy Hiestand, le «roi des croissants», n'utilise que des céréales sans pesticides pour l'ensemble de sa production depuis 2019. Migros souhaite également que le blé utilisé pour ses produits de boulangerie soit cultivé sans pesticides d'ici à 2023. Comme l'initiative favorise la production d'aliments durables, ceux-ci deviendront abordables pour tous les consommateurs.

Une récente étude d'Agroscope montre qu'une plus grande biodiversité entraîne de meilleurs rendements. Les cultures mixtes produisent jusqu'à 30% de récoltes en plus que les monocultures, et, dans le cas des céréales, 2,1 tonnes de plus par hectare. Comme la Suisse s'est également engagée à réduire son gaspillage alimentaire au moins de moitié d'ici à 2030, la demande de denrées alimentaires et donc les importations auront diminué avant l'entrée en vigueur de l'initiative et la production écologique sera stimulée.

L'initiative «Pour une eau potable propre» est une occasion historique pour atteindre la vérité des coûts et utiliser les ressources efficacement dans l'agriculture. Elle n'exige rien de plus que le respect des lois en vigueur pour la protection des eaux, de l'environnement et du climat. Dans l'agriculture aussi, les solutions durables et saines sont manifestement les plus économiques pour notre société.

*\*Franziska Herren est l'auteure de l'initiative «Pour une eau potable propre»*

### Lire aussi

- [«Ces deux initiatives agricoles, c'est punitif»](#)
- [Deux initiatives pour verdir l'agriculture](#)